

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 6 (1948)

Heft: 1

Artikel: Réapprendre la liberté : réflexions au sujet de certaines lois de l'intervention de l'état dans l'économie

Autor: Zeeland, Marcel van

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-132788>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Réapprendre la liberté

Réflexions au sujet de certaines lois de l'intervention de l'Etat dans l'économie

par MARCEL VAN ZEELAND

*docteur en droit, docteur en sciences fiscales et financières,
M. A. in Economics*

Un livre récent sur Charles VIII plaint les époques « qui vivent la destruction d'une civilisation, avant qu'une autre ait eu le temps de se préparer ». Le drame de toutes les transitions historiques : celui de notre temps.

Il est ironique de penser que la « liberté » de 89 ait créé les monstres d'oppression qu'étaient les porte-parole de cette « Révolte du tiers ». Il le sera davantage encore que ce soit précisément l'Angleterre, ennemie la plus farouche des idées nouvelles, qui allait introduire, dans la pratique, la doctrine de la liberté.

Né de ces circonstances, le libéralisme permettra, à l'industrialisation basée sur l'application de la vapeur, une efflorescence telle que le Monde en a connu très peu depuis les temps historiques. Mais ce même libéralisme commettra plusieurs fautes. La première c'est de ne pas s'appliquer à lui-même des limites, des disciplines empêchant le système de sombrer dans le désordre, en employant mal ses forces vives. Ainsi le régime supprimait ses conditions essentielles d'existence par la formation de monopoles privés, destructeurs de cette « dispersion-concurrence » qui était à la base de son étonnante réussite.

La seconde fut d'adopter le matérialisme qui détourne l'économique du social, de cet Homme qui doit être, à la fois, son conditionnement et sa fin.

La troisième faute, enfin, fut de baser son action, non sur la famille, cellule humaine de toute société projetée dynamiquement dans le temps, mais sur l'individu ; un individu qu'il avait, de

surcroît, isolé en rompant, par la Révolution, toutes ses attaches de religion, région et famille. Ainsi livré à ses propres ressources dans le « désert de lui-même », l'homme se retrouvait affaibli et dépouillé, avec la nostalgie du groupe et la terreur de sa solitude. Il était désormais mûr pour la tentation grégaire de l'autre révolution.

Celle-ci mesure la faiblesse d'un excès de liberté qui avait sombré dans la licence. Elle voyait l'homme livré à des forces économiques que la concentration industrielle avait grossies monstrueusement. Pour protéger le travailleur, on inventa l'intervention, c'est-à-dire l'appel à l'Etat.

Une fois parti, le mouvement nouveau ne devait plus s'arrêter. De sociale et destinée à l'homme, l'intervention se fait économique, tandis que les « masses » protégées prennent conscience de leur puissance. Elles exigent l'accession, non plus au *contrôle* du pouvoir, mais au *pouvoir lui-même*, renforcé de toutes les interventions, qui, se concevant seulement sur le plan autoritaire, allait, très rapidement, pousser au totalitarisme régional : le national-socialisme était né.

Il était, au reste, tout comme le fascisme — mais singulièrement plus encore — le visage occidental d'une doctrine qui, ailleurs, teintée de la brutalité et du mysticisme asiatiques, s'appellera autrement.

Quel que soit, toutefois, leur nom, ces régimes ne pouvaient mener qu'à des excès de violence politique, avec cette différence que le dernier tendait à des fins sociales et que les autres devaient poursuivre des objectifs militaires.

Mais il est du destin des pouvoirs révolutionnaires de se dévorer eux-mêmes : en débordant sur les autres dans un mouvement incoercible qui force les oppositions à réagir. Après bien des hésitations — et des lâchetés — les Etats de l'Ouest furent pris à la gorge et forcés à se défendre. Et ce fut le dernier conflit qui, finalement, dégénéra dans la guerre universelle, détruisant une Europe qui n'avait pas su faire son évolution dans la paix et la dignité.

L'industrialisation avait été payée de la prolétarisation des masses ; leur protection a entraîné l'intervention sur le plan national et, avec elle, l'étatisation, la bureaucratie et un nationalisme agressif.

Ainsi la sécurité sociale impliquait, finalement, l'asservissement populaire. De son côté, le renchérissement de la main-d'œuvre avait, pour rançon, un super-capitalisme qui, remplaçant l'homme par la machine, créait le chômage technologique. Une nouvelle classe était née, d'aigris congénitaux, mercenaires de la révolution en puissance.

Enfin, la tendance à l'abaissement des prix de production, en même temps que l'élévation de la condition des masses, ont produit la fabrication en série avec, comme corollaire, la conquête de marchés toujours plus vastes, conjuguée avec la protection de plus en plus hermétique du sien propre. Ceci devait amener un excès relatif de production, avec un renouveau de chômage et de misère sociale auxquels on ne trouvera, finalement, rien de mieux à opposer que la préparation d'une guerre destinée à conquérir les marchés refusés...

* * *

Il y a, dans l'application des grandes lois économiques, un aspect mécanique et inhumain qui devrait effrayer ceux qui ont la responsabilité du pouvoir et les amener à tirer des leçons de l'Histoire.

Lorsqu'on mélange l'acide nitrique à la glycérine, on sait que l'on obtient un explosif avec toutes les conclusions basées sur l'expérience. Pourquoi agir différemment lorsqu'il s'agit d'autres lois naturelles, aussi inéluctables — aussi inexorables — dans leurs conséquences ?

Parce qu'on a très bien vu ce qui avait amené au pouvoir les totalitaires. Nombreux sont les bons esprits qui ont disséqué le problème et indiqué le processus de désintégration économique et sociale ayant conduit ainsi à des buts assignés d'avance.

De même, une fois ces forces au pouvoir, leur évolution était inscrite dans les astres. Leur ascension et leur épanouissement apparent étaient aussi attendus que leur chute. Le tout n'était qu'une question de temps ; avec plus ou moins de bluff, de violence d'un côté, et de résignation — et de lâcheté — de l'autre.

Mais, dans l'intervalle, la guerre est venue. Elle n'a rien arrangé ; au contraire. Parce que, indépendamment des destructions, la guerre agit sur les effets, non sur les causes. Tant que

les causes seront là, il n'y aura rien de modifié, au moins essentiellement. On remplacera la préparation de la guerre par la réparation de ses ruines ; voilà tout. Et après ?

Après, si les forces subsistent, qui étaient à la base du déséquilibre fondamental, il n'y a pas de raison pour que les mêmes fautes ne produisent pas les mêmes catastrophes.

Surtout qu'au lieu de prendre la leçon de la grande expérience, les vainqueurs n'ont eu de cesse, une fois de plus, que d'imiter les vaincus.

Pour abattre Napoléon et son odieuse conscription, les Alliés avaient été forcés de faire de même. Pour vaincre Hitler et le totalitarisme, ses adversaires durent introduire, chez eux également, le renforcement de l'Etat, son emprise directe sur l'économique et le social, et des restrictions sans nombre à cette liberté pour laquelle ils combattaient.

Mais, durant une guerre, la première chose est de la gagner ; à n'importe quel prix. On comprend donc cette évolution dans ces circonstances. Elle a, du reste, fait de nous, les vainqueurs.

Maintenant, la guerre est finie et, au lieu de revenir progressivement à la liberté, les peuples se tournent de plus en plus vers un collectivisme matérialiste et policier ressemblant, chaque jour davantage, à l'aspect économique de ce césarisme qu'ils ont abattu chez les autres.

Alors, dans sa simplicité, l'homme de la rue ne comprend plus. Il se demande pourquoi on a sacrifié des millions de vies humaines et finalement détruit l'Europe pour abattre, ailleurs, un régime que, la guerre finie, on s'empresse d'implanter chez soi...

Parce que la Russie pouvait, en 1917, avoir des motifs sociaux pour faire une révolution de masses. L'Allemagne de 1933 croyait trouver, dans un rêve de réhabilitation nationale, des raisons suffisantes pour y sacrifier sa liberté interne. Pendant la guerre, enfin, nous avions les meilleurs motifs pour tout accepter, sauf la défaite. Mais, maintenant ?

Certes, quand une pompe a été complètement asséchée, le paysan vous dira qu'il faut y remettre de l'eau pour qu'elle recommence à donner. « Remettre de l'eau dans la pompe », l'Amérique, dans l'ensemble, l'a fait pour l'Europe, dès le lendemain de la paix. Mais ce stade, lui aussi, est désormais dépassé.

Pourquoi donc la pompe s'obstine-t-elle à ne pas recommencer à rendre ?

Ce n'est pas *elle* qui refuse. C'est *nous* qui, dans bien des cas, l'en empêchons. Comment ? C'est ce que nous allons maintenant nous efforcer d'établir.

* * *

Au lendemain du premier conflit mondial, on avait envisagé, déjà, de maintenir l'arme du contrôle économique. Heureusement, en ce temps, le projet a échoué. L'Etat n'était pas préparé encore à ces tâches nouvelles. Pendant la guerre, les peuples acceptent la discipline économique en fonction de la victoire. Une fois les hostilités terminées, les réactions du corps économique dépassèrent, en 1919, très rapidement l'Etat qui, débordé, lâcha la main. On s'attendait à ce que ceci fût suivi de catastrophes et ses augures ne se faisaient pas faute de les annoncer...

Or, en place de catastrophes, ce fut le miracle de la reconstruction spontanée ; et à un rythme tel que, dès 1922, soit moins de trois ans après l'armistice, le monde appréhendait bien une crise ; mais de surproduction.

Depuis, les gouvernements ont appris beaucoup. Ils ne se laissent plus effrayer par les responsabilités et les réactions des forces économiques. Ce n'est pas en vain que les Russes ont donné l'exemple de leur Sibérie et les Nazis ont eu les camps de concentration. Les Etats dits « démocratiques » ont, eux aussi, leur police ; mais ils visent surtout à empêcher les appels désespérés d'un patient qu'on a lié à la table d'opération pour l'assassiner plus à l'aise. Ce patient, c'est l'activité économique. Si elle meurt, nous mourrons tous avec elle. Mais, heureusement, l'homme a la vie dure ; parce qu'il représente « la vie » tout court...

Avant la deuxième guerre, quand la crise était de pléthore, les totalitaires avaient beau jeu de généraliser l'intervention. Il suffisait de faire main basse sur les réserves, pour les répartir socialement, ou encore les attribuer à l'Etat, cet éternel dévoreur de richesses.

Maintenant, il n'est plus question de réserves. La guerre a tout saccagé, y compris l'instrument de production. Il s'agit, *non plus de répartir par en haut, mais de reconstruire par en bas*. Pour cela,

rien ne vaut l'initiative personnelle, avec les risques et les responsabilités, dans une liberté sans laquelle les éléments mêmes du problème sont faussés.

Certes, après 1918, cette liberté a amené l'inflation et certaines injustices dans la répartition de la richesse retrouvée. Mais, en même temps, l'impetus donné à la reconstruction était tel que la masse des biens nouveaux inonda presque aussitôt un marché où les prix se mirent à crouler dans le vide ; et les statistiques montrent que les fortunes trop rapidement construites n'ont guère résisté à ce vent nouveau.

Avons-nous fait mieux ?

Sous prétexte de garder le malade d'une fièvre — salutaire — nous l'avons empêché de réagir. Et la maladie continue ; que dis-je ? Elle s'aggrave de jour en jour. Rien ne semble plus obstiné qu'elle ; sinon le médecin qui n'entend pas reconnaître son erreur.

On nous dit : « Dans une économie de disette, le contrôle est socialement indispensable. » Oui ; et si, la première phase de reconstruction passée, c'était le contrôle qui entretenait la disette et la reconstituait artificiellement ?

A la vérité, nous vivons dans une énorme hypocrisie. Du temps de la prohibition américaine, on racontait que c'étaient les « bootleggers » qui finançaient la propagande en faveur d'un régime sans lequel auraient été impossibles leurs fabuleux profits. Loin de moi de faire des rapprochements ; mais les enthousiasmes pour certains contrôles, d'autant plus rigoureux qu'ils sont inefficaces, m'ont toujours paru curieux.

Il est, au reste, intéressant de noter l'attrait du mauvais ange. Ce n'est pas là seulement que l'Allemagne aura donné un exemple d'autant plus déplorable qu'il est suivi avant d'avoir été étudié. Parce qu'ils reprenaient, au reste, d'une main, ce qu'ils donnaient de l'autre, les Nazis ont pu faire croire qu'ils avaient maîtrisé l'inflation. On s'est imaginé, d'après eux, qu'on pouvait créer indéfiniment de la fausse monnaie ; qu'il suffisait d'en réprimer les effets, en empêchant son intégration dans l'économie.

On a cru qu'on pouvait, sans autre, alourdir l'entreprise en réduisant indéfiniment ses bénéfices et en accroissant ses charges. On oublie que la rançon de la stabilité des prix en Allemagne était un rationnement *avant* la guerre ; et que ses salaires apparemment élevés impliquaient un travail prolongé, une épargne

forcée et la perte de toutes les libertés qui constituent la dignité — et la défense — de la classe laborieuse.

Parce qu'il y a toujours eu un phénomène de mimétisme entre les deux régimes, politique et économique. Ce n'est pas par hasard que la révolution libérale de 1830 a coïncidé avec le mancheste-rianisme ; ni l'intervention sociale, avec le suffrage universel ; ni les dirigismes économiques, avec l'administration policière de l'Etat totalitaire.

Ce serait, dès lors, une erreur de penser qu'on peut, à la fois, commettre certains actes et en éviter les conséquences ; intervenir dans l'économique sans bureaucratisation — être marxiste en économique et libéral en politique.

Qu'on ne s'y trompe pas : ce qui est préconisé ici, n'est pas un retour pur et simple à un libéralisme d'autant plus dépassé qu'il n'a pas trouvé en lui la force de s'imposer à temps des réflexes d'autoprotection. En allant trop loin, le système a préparé les voies d'une réaction qui, comme toujours, a dépassé elle-même ses propres limites.

C'est ainsi qu'à la passivité sacrifiant l'homme, a succédé une intervention appliquée avant d'avoir défini sa propre philosophie et qui finit par étouffer l'économie, sous prétexte de protéger des masses occupées, maintenant, à mourir sous ses débris.

Car, pour répartir, il faut avoir quelque chose à distribuer. Et pour cela, il faut *d'abord* produire. C'est là que se place le drame.

L'entreprise est basée essentiellement sur une initiative qui comporte des risques. Pour les accepter, il faut que l'entrepreneur ait une chance loyale de profit au moins correspondant. Le jour où il se rend compte qu'on le lui enlève pratiquement pour ne lui laisser que le risque, il ne le prendra plus. On dit : Parfait ; alors on « nationalisera. » Il n'a pas fallu longtemps, en Angleterre et en France, sans parler de la Tchécoslovaquie, pour mesurer la portée économique — et sociale, finalement — de cette lamentable expérience.

De même pour le travailleur ; il y a, pour obtenir de lui l'effort qu'on en attend, deux méthodes : l'intérêt ou la contrainte. Quand je dis intérêt, je ne parle pas du salaire nominal ; bien d'un pouvoir d'achat applicable, immédiatement, à la couverture de besoins normaux. Les totalitaires ont eu la contrainte ; ils l'ont encore. Sommes-nous prêts à faire de même ? Où sont

nos camps de concentration ? Sinon, il faut laisser la règle du profit jouer aussi bien pour l'entrepreneur que pour l'ouvrier. Autrement, sans mobile d'action, nous nous retrouverons où nous sommes : entre deux chaises ; et cela ne « tournera » pas...

Pourquoi voudriez-vous qu'un industriel s'efforce d'améliorer un instrument de production dont — s'il accepte les règles — il a encore, pratiquement, surtout les ennuis ? Ou qu'un cultivateur livre librement ses récoltes à des prix de toute évidence inférieurs à son coût de revient ? Croit-on que l'épargne, trichée par les dévaluations, bloquée par des mesures de salut public, écrasée de taxes ou de retenues de toutes sortes, oublie ses expériences et continuera paisiblement à s'intégrer dans un cycle économique qui a fermement décidé de ne plus la rémunérer ?

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a prédit la « grève du capital » en réponse à tous les artifices monétaires et la politique d'« argent à bon marché ». De son côté, l'ouvrier avait, jusqu'ici, de bonnes raisons pour l'encourager au travail. Son gain était, peut-être, nominalement moins élevé ; mais il le recevait entier et pouvait l'utiliser immédiatement. Maintenant, il y a les retenues de toutes sortes, d'ordre fiscal et social, sans parler des restrictions de consommation, acceptées, au reste, d'autant plus mal que les motifs d'épargne (assurer la vieillesse — famille nombreuse — confiance dans la monnaie, etc.) ont disparu.

Alors ?

Alors on travaille juste ce qu'il faut pour assurer les besoins immédiats ; plus un peu de consommation de faux luxe (cinéma, courses, paris et plaisirs) ; quant au reste, pourquoi faire l'effort ?

Transposez ce problème aux couches sociales supérieures et vous verrez pourquoi bien des gens qui, jadis, plaçaient dans la rente et à la bourse, préfèrent maintenant acheter des bijoux et des automobiles...

Résultat ?

Déficience dans le rendement de la main-d'œuvre — insuffisance de capital pour renouveler l'équipement industriel — production agricole déficitaire : partout, la machine économique se grippe, parce que l'on a empêché le moteur de tourner rond.

Après s'être plainte de la carence dans la protection de l'Etat, l'économie souffre maintenant d'un excès de dirigisme d'autant plus sensible qu'il s'exerce aux mauvais endroits et d'après des

méthodes qui, parfois même, aboutissent, en fait, au résultat inverse de celui qui est recherché.

Le libéralisme est mort de ne pas avoir pu maintenir ses règles. L'interventionnisme se meurt — et nous fait mourir — pour n'avoir pu encore dégager les siennes.

Conclusion ?

Faire le point et profiter, au moins, de l'expérience. Il s'agit d'en retirer « une ligne de conduite pratique, destinée à sauver, du *libéralisme*, ce qui est *indispensable à l'économique* ; en le corrigeant par ce qui, dans une *intervention modérée* de l'Etat, constitue les conquêtes de l'homme dans le sens de *sa protection* »¹.

* * *

Un de mes amis disait récemment : « Ce qui fait la force des Russes, ce n'est pas leur doctrine ; c'est qu'ils en aient une et qu'ils s'y tiennent, alors que nous n'en avons plus. » Nous professons de ne plus croire au libéralisme ; et, pourtant, nous restons démocrates. Nous nous engageons, au contraire, sous les bannières du dirigisme étatique ; et cependant nous nous accrochons à l'entreprise individuelle. Nous tenons encore au capital privé ; mais, en même temps, nous refusons de le rémunérer ; nous faisons appel à l'épargne, tout en la décourageant...

Il est temps de reprendre le problème ; pour tenter de voir où et comment nous avons fait fausse route. Mais, à notre sens, l'expérience n'est plus à faire.

Au lendemain d'un moyen âge où les guerres avaient ruiné les peuples, la misère avait amené les rois à contrôler de plus en plus des économies écrasées d'impôts et de règlements. C'est alors que — pour faire de l'argent — certains d'entre eux eurent l'idée de vendre ce qu'il leur restait de plus précieux et de plus rare : la liberté.

Dans des territoires, petits mais sis au bord de la mer, ils permirent l'établissement de « ports francs » ; et ce fut immédiatement l'essor inimaginable de cette « Ligue hanséatique » dont les marchands, vingt ans après, mariaient leurs filles aux héritiers de princes...

¹ Voir *Revision de valeurs* (Editions La Renaissance du Livre, Bruxelles, et Albert, Paris 1938).

De même, actuellement, on peut dire sans crainte que les nations ont réussi dans leur reconstruction d'après-guerre dans la mesure où — volontairement ou non — elles ont basé leurs efforts sur un retour progressif à la liberté salvatrice. On évoquera ici, notamment, le cas de l'Italie et de la Belgique où la politique d'un Einaudi ou d'un Frère a consacré les progrès que l'on sait.

Alors ? Conversion pure et simple à Manchester ? Il n'en est pas question. Mais pourquoi faut-il que l'on fasse, normalement, le contraire de ce qu'il faudrait ?

Avant la guerre, quand nous étions en crise de pléthore, le problème était de répartition. Pour *valoriser la production*, il eût fallu desserrer le crédit, coloniser, ouvrir des marchés nouveaux et accroître le pouvoir d'achat des masses. Malgré cela, on a préféré faire la déflation, stériliser l'or, bloquer les crédits, se replier sur soi par l'autarcie. La seule expansion qu'on ait réussie, à l'époque, fut celle du réarmement conduisant à la guerre...

Alors le Monstre est venu, qui a mangé les réserves et appauvri tout le monde, y compris les vainqueurs.

Et c'est *après* ceci, *parce qu'on a peur* des forces populaires, qu'on se résout à accroître la part du travail dans le résultat de la production économique. Malheureusement, comme, maintenant, la production n'en est encore qu'à repartir, ces augmentations se font dans le vide. Leur principal effet est, dès lors, d'accroître le coût de la vie, pour le travailleur comme pour les autres ; si bien que ces avantages fondent comme neige au soleil.

Par ailleurs, les besoins d'un Etat, qu'on a fait omnipotent et universel, ont crû à mesure. Aussi, tout le monde fait, aujourd'hui, de l'inflation de crédit, dont l'effet sur les prix est doublé par la rareté relative d'une marchandise qui, dès lors, se cache.

On accusait certains généraux de faire la guerre précédente. De même, il est des politiques qui retardent d'une crise...

* * *

Lorsque l'on considère le problème de l'intervention de l'Etat, il faut se rappeler que celui-ci n'est, en réalité, qu'une abstraction. En fait, il donnera bien les directives ; mais l'application aussi bien que l'interprétation et les modalités sont entre les mains de l'administration. Or, cette administration sera d'autant moins

bonne pour ce genre d'activité, qu'elle opère ici dans des secteurs qui ne sont pas les siens, où elle n'a que peu d'expérience.

En outre, l'universalité même des interventions donne, à l'administration, une sorte de « griserie de pouvoir » qui est mauvaise, même pour elle, tandis qu'elle l'épuise dans un travail qui n'en finit plus.

Enfin, précisément parce qu'il est sans limite, ce travail exige une prolifération de fonctionnaires, dès lors, en grande partie, nouveaux et nécessairement mal payés parce que trop nombreux, avec tous les risques qu'implique un pouvoir excessif dans des mains mal rétribuées.

Mais le coût économique de cette administration débordante n'est pas exprimé seulement par son salaire. Il faut penser que les forces qu'elle représente ont été soustraites au travail productif de la fabrication ou de l'échange des biens et services. Par ailleurs, cette armée administrative doit avoir, dans le corps économique, des répondants. Et voici une autre armée d'employés destinés à chercher les formules, les remplir, les envoyer, en classer le double, surveiller les réponses, faire les démarches, etc. Veut-on voir où tout cela mène ?

On dit que le contrôle économique a impliqué, en Grande-Bretagne, patrie de la liberté, une augmentation des cadres administratifs à concurrence d'environ trois cent mille fonctionnaires. Ajoutez-y un nombre correspondant d'employés pour leur répondre ; et multipliez le tout par l'indice moyen de rendement du travailleur ou de l'employé anglais d'avant-guerre. Vous verrez que le manque produit, de la sorte, dans l'efficience économique de la Grande-Bretagne n'est pas loin de coïncider avec ce qui lui faudrait pour équilibrer, dans sa balance des paiements, précisément le déficit qui entraîne le contrôle...

Doit-on en conclure que tout planisme est mauvais en soi et que la seule solution est de liquider au plus tôt, sans autre, tout contrôle économique et social ? Nous ne l'avons jamais pensé. Mais l'expérience prouve que s'il s'est avéré difficile de bien user de la liberté, il est assurément plus difficile encore de préciser les règles d'un interventionnisme où l'homme entend substituer son propre génie à l'équilibre spontané des forces naturelles.

Quelles pourraient être, dans ce sens, les grandes lignes de l'intervention ?

La première idée, qui est de base, serait que, loin de viser à remplacer le libéralisme, la doctrine nouvelle ne devrait s'exercer que pour empêcher que le « moteur » libéral :

- 1° ne se grippe en n'appliquant pas ses propres règles ;
- 2° même s'il tourne rond, ne finisse pas par écraser l'homme.

La deuxième serait que l'hypothèse est et reste la liberté ; que, partout où la liberté se défend elle-même ou n'a pas d'effets insupportables pour l'homme, il n'y a pas de raison d'intervenir.

La troisième idée serait qu'il ne faudrait pas se hâter de tirer des conclusions d'expériences dirigistes faites dans des conditions déplorables, avant que la doctrine n'ait eu le temps matériel de se cristalliser, et ses exécutants, celui de trouver le niveau spirituel nécessaire à son application rationnelle.

Exprimé de manière positive, il semble bien que l'on pourrait en arriver à ce qui suit¹ :

1. L'accès direct des masses au pouvoir a à ce point désorganisé et abaissé l'Etat qu'il existe, un peu partout, le vœu d'un *pouvoir fort* dont l'existence découle, au reste, forcément des « interventions » reconnues, à l'heure actuelle, comme nécessaires dans le sens de la protection de l'homme.

2. Mais un Etat n'est fort que s'il est dirigé par des élites. La première condition de l'exécution intelligente d'un programme d'intervention, c'est la *reconstitution de ces « cadres »* d'une part ; de l'autre, ce sera *leur enrôlement au service de la communauté* ; notamment par la réorganisation d'une administration qui doit être respectée, disciplinée et rétribuée à suffisance.

3. Par contre, *Etat fort ne signifie aucunement Etat partout*. Le système ne vise, ni à l'étatisation de l'économie, ni à une ingérence généralisée et grandissante du pouvoir dans des domaines appartenant normalement à l'initiative privée. Il n'est pas question que la machine administrative se substitue d'autorité au marché libre. Le but n'est *nullement de supprimer le marché*. Ce qui importe c'est, *au contraire*, de préserver ou éventuellement de rétablir, pour lui, les *conditions qui permettent son fonctionnement optimum* dans l'intérêt à la fois de la communauté et de l'homme.

¹ Voir *L'Expérience van Zeeland en Belgique*, Librairie Payot, Lausanne 1940, pages 292 et suivantes.

4. Après une période où l'interventionnisme a été excessivement à la mode, voici maintenant s'affirmer une réaction. Ici encore donc, il s'impose de faire le point. Ce n'est pas le principe de l'intervention qui est faux et préjudiciable. Ce sont ses mauvaises applications, soit que celles-ci s'avèrent exagérées (totalitarisme), soit qu'elles poursuivent des fins erronées (substitution de l'Etat au marché libre), soit, enfin, qu'elles se trompent dans son domaine d'application (protectionnisme économique au lieu de répartition sociale).

5. Car l'intervention ne constitue *ni la règle, ni une fin en soi*. Elle ne doit nullement tendre à l'instauration progressive d'un régime étatique. La norme doit rester *l'initiative individuelle*, jouant le plus librement possible dans une atmosphère de saine concurrence extérieure et intérieure.

Mais cette action individuelle peut présenter des lacunes ; elle offre, parfois, des déficiences, des désavantages ; elle est sujette à erreur.

C'est pour les déceler et y remédier que l'intervention comprend deux étapes : le contrôle et l'action ou intervention proprement dite.

La thèse est que l'Etat est, en la matière, un peu comme un mécanicien à son moteur. Il n'est pas question que l'homme se substitue à lui pour le travail. Mais il observe la machine, de manière à s'assurer que tout marche bien : c'est le contrôle. Il n'intervient que pour huiler les rouages ou encore si quelque chose s'avère déficient dans le fonctionnement des organes.

Déficience ? Il est des secteurs utiles à la communauté et où, laissée à elle-même, l'initiative particulière n'agit pas ou insuffisamment. Elle n'y trouve pas l'excitant d'un profit adéquat pour prendre le risque. Tel est, par exemple, le cas en matière d'hygiène sociale. Là, le gouvernement est fondé à intervenir ; mieux, cette ingérence est utile, désirable. Même en cette occasion, pourtant, l'Etat doit, dans la mesure du possible, non agir lui-même, mais faire en sorte d'inciter les autres à l'action, en attachant, à celle-ci, un avantage. Le rôle de l'Etat est, alors, de promouvoir. C'est uniquement si cet encouragement indirect ne parvient pas à entraîner une réaction individuelle suffisante que le caractère de l'intervention se transformera. Pareille carence obligera l'Etat à suppléer à cette déficience de l'entreprise.

6. Promouvant l'initiative particulière et, le cas échéant, y suppléant, l'intervention se justifie des deux façons par les défailances de l'action libre. C'est l'hypothèse du *non-usage de la liberté*. Inversement, l'intervention s'indique encore si, au contraire, l'*usage, cette fois excessif, de la liberté* se traduit par un désavantage ou un préjudice communautaire.

Tel sera le cas lorsque, par exemple, l'initiative individuelle entraîne une déperdition de forces économiques du fait de chevauchements d'intérêts, de doubles emplois, de non-aboutissements. Il ne s'agit plus, ici, pour l'intervention, de se substituer à des initiatives défaillantes ou insuffisantes ; ce qu'on lui demande c'est de guider et de coordonner l'emploi d'une liberté mal conçue et qui exige d'être disciplinée.

L'intervention est fondée aussi, là où le même usage de la liberté aboutit à des atteintes portées à celle des autres ; lorsqu'on s'attaque à la liberté économique elle-même, par des monopoles de fait qui freinent ou suppriment la concurrence. Elle est appelée, enfin, dans les secteurs où l'application brutale des règles de cette lutte économique conduit à l'écrasement de certaines classes sociales¹.

Dans la première hypothèse, l'intervention *vise uniquement à reconstituer les conditions dans lesquelles la concurrence pourra s'exercer à nouveau normalement*. Dans la seconde, elle tend à *protéger l'homme vis-à-vis de certains phénomènes ou contre lui-même*.

Suppléer, promouvoir, coordonner, reconstituer et protéger ; telles sont les diverses missions, les tâches multiples de l'intervention limitée et saine.

7. Toutefois, cette action de l'Etat ne doit s'exercer dans le sens ni d'une opposition aux phénomènes profonds, naturels de l'économie dans une vaine tentative d'artificialité, ni dans celui

¹ Et ce qui est dit ici des marchandises vaut également pour les services.

L'application de ceci devrait évidemment jouer de même pour la liberté du travail et ce, sous deux aspects :

1. empêcher les systèmes minoritaires de forcer les grèves ou d'enrayer la reprise du travail ;

2. éviter le détournement à des fins politiques de l'instrument de la grève qui doit, dans l'intérêt même des travailleurs, rester sur la plan professionnel.

Il y aurait ainsi beaucoup à dire sur le droit de grève dans les secteurs publics où l'arrêt des entreprises-clés bloque toute la production.

Là encore, il n'y a pire ennemi de la liberté que les excès que l'on commet en son nom — pour mieux la tuer...

d'une *cristallisation des rapports économiques et sociaux*. Empêchez un fleuve de couler, et vous provoquerez des inondations. Exigez, au contraire, des barrages bien conçus et, non seulement, vous en régularisez le cours, mais vous pourrez utiliser la force domptée à la production d'énergie électrique. Par ailleurs, il n'est pas de distribution sociale possible sans prospérité économique. Or, celle-ci dépend, en fait, d'une adaptation constante à des circonstances toujours plus complexes et changeantes. Prétendre, dans ces conditions, figer des situations pour assurer des priviléges, serait sacrifier l'avenir à un présent de courte durée ; ce serait aller à l'encontre des intérêts bien compris, à la fois, de l'entreprise et de ses éléments humains qu'on voudrait protéger de la sorte.

Il s'ensuit qu'une intervention intelligente doit *tendre, au contraire, à faciliter les adaptations*. Le corps économique de même que le corps social s'affirment singulièrement adaptables. Mais ce qui leur est pénible, est de se plier à des changements brusques et profonds. C'est là, souvent, une question d'*étalement de la difficulté dans le temps* qui sera un des aspects utiles de l'intervention. Celle-ci doit, de plus, s'exercer sur les centres nerveux de la structure. Toucher les *causes*, non les *effets*. De même, une des conditions essentielles du succès d'un contrôle est sa limitation. Contrôle partout veut dire contrôle nulle part. La raison est donc de se limiter à celui que l'on peut en pratique, exercer efficacement et sans que son coût économique, direct ou indirect, ne rende la chose non seulement inutile, mais finalement nuisible à la politique qu'on entend poursuivre.

L'intervention doit, enfin, dans la mesure du possible, n'impliquer qu'une *action indirecte* de la part de l'Etat, celui-ci devant toujours s'efforcer de provoquer des réactions du corps économique. Ainsi il n'engagera sa responsabilité que dans un minimum de cas et seulement en seconde ligne.

Ces adaptations, en effet, sont de beaucoup plus faciles si elles s'opèrent dès la *naissance des déséquilibres* ; si elles n'attendent pas que ces perturbations aient produit une longue suite de conséquences dans le même sens.

8. Même compte tenu de ces restrictions, il reste, enfin, que l'intervention doit conserver un *caractère exceptionnel*. Partout où la liberté continue à s'exercer sans préjudice pour la communauté,

l'intervention est injustifiée ; *la règle demeure l'initiative privée*. De même, là où une intervention est logique et souhaitable, la tendance fondamentale reste dans la ligne d'une *méfiance vis-à-vis de l'ingérence de l'Etat*. Pour ce motif, la préférence sera toujours donnée aux systèmes d'intervention présentant des caractères de *réadaptation automatique* ; par exemple, l'étalon-or en matière internationale, ou encore les contrats indiciaires dans les opérations de crédit à l'intérieur des marchés.

9. Au surplus, tendant fondamentalement à l'adaptation, l'intervention doit prévoir cette dernière sur le plan, *non* d'une *restriction* de l'activité économique, mais, au contraire, de son *expansion*. Elle vise à *favoriser la production*. Elle tend à mettre, à la disposition d'un nombre toujours croissant de consommateurs, un volume aussi considérable que possible de biens économiques.

Il est, en effet, sensiblement plus aisé de remédier à des déficiences de structure dans une atmosphère de dynamisme qu'au milieu de l'aigrissement social de restrictions. L'entrepreneur accepte de meilleur gré d'abandonner une partie d'un bénéfice supplémentaire que de s'amputer d'une fraction de son capital ; surtout au moment où ce dernier menace déjà de se réduire sans qu'une faute soit imputable à sa gestion.

10. Mais cette expansion, la doctrine ne commet pas l'*erreur de la souhaiter pour elle-même*. Elle ne l'envisage pas sous la forme d'une simple multiplication de biens matériels. Ce qu'elle recherche, c'est la *valeur économique*. Or, celle-ci n'est pas seulement fonction des besoins ; elle dépend de la demande, c'est-à-dire de *besoins qui veulent et peuvent offrir un paiement en échange*. Aussi, en vue d'assurer une telle valeur à la production ranimée, insistera-t-on ici sur la nécessité de *développer, simultanément, une consommation saine*, destinée à valoriser les produits créés.

A l'intérieur des marchés, cette demande supplémentaire est prévue sur le plan d'un *développement de la production elle-même* ; par l'accroissement de la consommation capitaliste. Elle s'accroît, en outre, d'une *élévation du standard de vie des masses*, laquelle entraîne, par voie de conséquence, une augmentation de la consommation réelle. Sur le plan international, enfin, la doctrine recherche l'accroissement de la consommation dans l'*équipement économique des unités précapitalistes* et leur développement tant

industriel que social. C'est à cette fin également qu'est recherché le *maximum possible de liberté dans les échanges extérieurs*. C'est toujours dans le même esprit qu'est suggérée la *reprise d'une distribution de crédits internationaux* susceptibles de permettre aux pays neufs d'utiliser, dans cette œuvre d'épanouissement économique, l'épargne accumulée par les marchés plus évolués.

11. Enfin, développement de la production, d'une part, et sa valorisation, de l'autre, par un accroissement à mesure d'une consommation saine doivent mener à la création d'un bénéfice qui apparaît comme le résultat final de l'action engagée.

Et, ici, une autre question se pose : celle de la *répartition du profit* ainsi réalisé. A cet égard, nous assistons à des exagérations dans un sens ou dans l'autre, selon les idéologies qui les inspirent. Sous les gouvernements totalitaires, ce bénéfice sera dévolu, dans une proportion exagérée, à l'Etat. Il lui servira, à l'intérieur, à renforcer l'emprise du parti au pouvoir ; au dehors, le gouvernement l'utilisera à affirmer son prestige dans ses relations avec les autres unités politiques. En revanche, dans certaines expériences d'avant-guerre, ou encore à la suite de la « peur sociale » de l'après-guerre, ce profit sera, d'une façon parfois léonine, attribué au travail. Le capital, alors, se défendra en grippant l'économie par la grève de l'argent et de l'entreprise. De même, l'étouffer de contrôles, aussi universels qu'inefficaces, le fera se réfugier dans le marché noir, ce chancre naturel des interventions excessives ou mal organisées.

Ce qui est, en premier lieu, à considérer, dans cette répartition du revenu, serait, d'après nous, le souci d'*assurer l'adaptation constante de l'instrument de production*.

Pour le *partage entre dividendes et salaires*, le capital et le salariat s'inspireront de leurs intérêts réciproques bien conçus. Le premier comprendra qu'une politique *des plus hauts salaires économiquement possibles*, non seulement assure la continuité nécessaire à l'entreprise en évitant les troubles sociaux, mais encore valorise la production de biens de consommation en développant cette dernière par l'élévation du standard de vie des masses.

De son côté, le salariat ne perdra pas de vue que l'amélioration réelle de sa condition est subordonnée :

1^o à une relation inexorable entre le *pouvoir d'achat* et le *volume des biens* sur lesquels il s'exerce ;

2^o à l'activité bénéficiaire d'une entreprise dont le développement indispensable dépend de la collaboration du capital. Or, celui-ci investit son épargne seulement s'il est assuré d'une rémunération minima en rapport avec le risque assumé de la sorte...

12. Et, pour garantir ce bénéfice, dans l'intérêt commun dès lors, du capital, de l'Etat et de l'ouvrier, il faudra éviter avec soin d'adopter, à cet égard, des attitudes *faussement sentimentales*. On se gardera, notamment, de mesures qui, en rendant la concurrence internationale impossible, peuvent mettre en danger, dans l'entreprise, la clé de voûte de la prospérité et de la force de la nation. Protéger l'homme, c'est bien. Améliorer la condition du travailleur, c'est mieux encore. Mais à la condition que ces réformes *n'aboutissent pas à l'étouffement de l'instrument dont vit la main-d'œuvre*.

Il ne suffit pas d'avantage les classes laborieuses. Il faut encore que les méthodes et le moment choisi permettent au progrès social de *durer* en ne se retournant pas, finalement, contre ceux qu'on entendait défendre.

Conclusion

Un paysan meurt, laissant trois fils. Le domaine est partagé. Mais il y a une difficulté : les champs ne comprennent qu'une source. De là, des différends sans nombre quant à la répartition équitable de l'eau. Pour se mettre d'accord, les héritiers décident d'en murer, pour tout un jour, l'arrivée. De la sorte, il sera aisément d'établir des parts égales.

Ainsi fut fait ; mais, lorsque, le lendemain, la source fut démurée, l'eau s'était trouvé un autre chemin et sortait, maintenant, de l'autre côté de la colline...

Produire sans justice dans la répartition amène, outre des désordres sociaux, l'appauvrissement de tous, par la perte en valeur d'une production qui excède rapidement les limites du pouvoir d'achat. Inversement, il ne suffit pas de rechercher la justice. Il faut encore que le choix des parts et du moment ne finisse pas par décourager une production sans laquelle il n'y a pas de résultat à distribuer.

Au surplus, ne l'oublions pas ; une certaine inégalité s'affirme, non seulement utile, mais indispensable à la continuité économique.

Si vous brimez exagérément le capital, il s'évadera ou se réfugiera dans la thésaurisation. En outre, ceux-là seuls qui ont un

revenu largement excédentaire ont l'audace d'utiliser des fonds suffisants dans la recherche de méthodes nouvelles. Or, l'épanouissement de ces dernières est indispensable à la prospérité conditionnant toute élévation durable dans le standard de vie des masses.

De même, il faut une hiérarchie dans les responsabilités, avec la consécration sociale constituant le « *psychic income* » de chefs qui acceptent d'être chefs. En Russie soviétique, le salaire moyen d'un directeur d'usine est au coefficient 20 par rapport à celui du manœuvre. La vraie démocratie n'est pas que tout le monde soit abaissé ; mais que chacun puisse, par son mérite, accéder aux plus hautes places.

Churchill disait : « Mieux vaut l'inégalité dans l'abondance qu'une justice théorique dans la disette générale. »

Au surplus, l'expérience est là, toute fraîche. C'est un livre ouvert qu'il suffit de consulter. On a voulu tout contrôler ; et le résultat est l'étouffement d'une économie dont la complication décourage les bonnes volontés en ne réjouissant que ceux qui profitent du désordre. Si bien que le capital hésite et que le travail est, souvent, moins bien partagé qu'avant. De là un grand trouble et une rancœur qui font le lit de la révolte.

Cette révolte, le vrai remède n'est pas de l'interdire ; ou encore d'emprisonner ses tenants. Rendez à l'économie une liberté suffisante ; donnez-lui des prix — et des taux d'intérêt — raisonnables en même temps qu'une bonne monnaie. Et vous verrez les réserves sortir du sol, les capitaux se réinvestir, les usines tourner à plein et l'ouvrier, enfin rassuré sur l'avenir, retourner joyeux — et efficient — à l'usine qu'il voulait, hier, occuper dans la haine...

Pour un départ, il faut un « *turning point* ». Dans plusieurs pays d'Europe, la reconstruction est peut-être plus avancée qu'il n'apparaît. Il suffirait de peu pour que les résultats s'accusent. Cet élément extérieur, ce sera le Plan Marshall.

Mais, pour qu'il donne tout son effet, il faudrait qu'il soit à l'origine de ce retour à la raison « raisonnable ». Ainsi, l'on pourrait véritablement sortir de l'hypocrisie actuelle de contrôles inefficaces sur des éléments que tout le monde sait faux, et reconstruire une prospérité permettant une distribution sociale assurée de justice *et de durée*.

Mais ceci tarirait les sources de rancune.

Est-ce pour cela que certains s'y refusent ?

M. v. Z.